

Une camaraderie mondiale pour la démocratie, Perspectives vues de l'Asie

Par Marlon Cornelio, Coordinateur du réseau Socdem d'Asie-Pacifique

La sombre situation de la démocratie en Asie-Pacifique et dans le monde

Selon le rapport 2023 du V-Dem sur la démocratie, la situation démocratique en 2022 est revenue au niveau de 1986. 72 % de la population mondiale vivait sous des régimes autocratiques en 2022. Pour la première fois depuis plus de vingt ans, le nombre d'autocraties fermées est supérieur aux démocraties libérales dans le monde.

La démocratie s'est détériorée dans de nombreuses régions, et plus particulièrement dans la région Asie-Pacifique, où elle est retombée au niveau de 1978, il y a 45 ans. Cette région regroupe environ 60 % de la population mondiale, soit quelque 4,3 milliards de personnes. 89 % de la population de la région Asie-Pacifique vit dans des autocraties fermées ou électorales, tandis que 7 % seulement vit dans des démocraties électorales et 4 % dans des démocraties libérales. Selon la classification de V-Dem, sur les 25 pays d'Asie, seuls 4 sont des démocraties libérales à part entière (Bhoutan, Japon, Corée du Sud et Taiwan), 5 sont de simples démocraties électorales (Indonésie, Mongolie, Népal, Sri Lanka et Timor Leste), les autres étant soit des autocraties électorales, soit des autocraties fermées. La troisième vague d'autocratisation s'étend également à l'Asie. Des pays autrefois considérés comme des démocraties électorales ont régressé en autocraties électorales, comme l'Inde, le Bangladesh, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Philippines.

L'Inde, la plus grande démocratie du monde, est dans une situation critique. Les forces antidémocratiques ont combiné une potion mortelle de religion extrême et de nationalisme, infusée de clientélisme et de désinformation. Que feront le parti fondé par le Mahatma Gandhi, le Congrès national indien, et l'alliance démocratique pour éloigner la nation d'un nationalisme religieux de plus en plus marqué pour la ramener vers la démocratie ? Une menace similaire de nationalisme religieux extrême s'est également manifestée en Indonésie, la troisième plus grande démocratie du monde.

En Asie du Sud-Est, deux pays partagent non seulement des frontières, mais aussi une longue tradition d'intervention militaire dans la gouvernance civile. La Birmanie/ Myanmar est sous l'emprise d'une dictature militaire depuis 1962, soit plus de six décennies, incluant une brève période d'expérience militaire de "démocratisation" sous la direction d'Aung San Suu Kyi, de 2012 jusqu'au coup d'État militaire en février 2021. La Thaïlande voisine, après dix ans d'une série de coups d'État militaires dont le dernier date 2014, a connu des élections déterminantes qui ont porté un coup décisif au gouvernement dirigé par l'armée et ont suscité une clameur débordante en faveur de la démocratie et de réformes majeures dans la gouvernance thaïlandaise. Alors que les peuples du Myanmar et de la Thaïlande se sont clairement exprimés par le biais de leurs bulletins de vote, la démocratie a été battue en brèche par les militaires. Les deux pays sont soumis aux mêmes contraintes constitutionnelles qui garantissent la position des militaires.

Étonnamment, les sonnettes d'alarme ne retentissent pas aussi fort qu'elles le devraient. Le soutien à la démocratie s'affaiblit même. L'un des plus grands contributeurs à la promotion de la démocratie a récemment réduit son aide à l'étranger. Les organisations ou mouvements mondiaux sont dispersés face à l'érosion de la démocratie dans le monde. Les membres de l'Union européenne débattent même de la nécessité de réduire les exigences en matière de démocratie et de droits de l'homme dans les relations commerciales avec d'autres pays, tels que la Chine.

Perdre la guerre des récits

Certains hommes politiques asiatiques affirment que la démocratie n'est pas adaptée à la "culture asiatique". Qu'il s'agit d'un "concept étranger" imposé par l'Occident et le Nord. Plus récemment, cette argumentation a été renforcée par la présentation de la Chine et de Singapour comme des modèles de gouvernance auxquels les autres pays asiatiques devraient aspirer, non pour leurs viabilités démocratiques mais économiques. Il est même suggéré de s'éloigner totalement de la démocratie pour suivre les modèles de la Chine et de Singapour. Autrement dit, que la démocratie ne serait pas nécessaire au développement. En fait, les experts soulignent que les pays "démocratiques" souffrent d'une pauvreté massive et d'inégalités économiques. Cette guerre rampante contre la démocratie gagne du terrain.

Selon IDEA, *The Global State of Democracy 2022*, les enquêtes d'opinion mondiales révèlent un déclin de la valeur de la démocratie elle-même, en raison de l'incapacité des démocraties du monde entier à fournir des biens publics essentiels à leurs

citoyens et à combler le fossé entre les attentes sociales et les performances institutionnelles.

Re-imaginer la démocratie

Notre notion de la démocratie est basée sur la conceptualisation de la démocratie électorale en tant que "polyarchie", à savoir des élections propres, la liberté d'association, le suffrage universel, un exécutif élu, ainsi que la liberté d'expression et d'autres sources d'information.

Dans une large mesure, ce que les peuples d'Asie considèrent comme la "démocratie" ne remplit pas ces conditions de base. Néanmoins, les échecs de ces régimes supposés démocratiques sont utilisés comme des manifestations évidentes de l'échec de la démocratie. La "démocratie illibérale" en est venue à être utilisée pour décrire des régimes autocratiques avec une façade de démocratie. Plus précisément, ces régimes ne devraient pas être qualifiés de démocratiques, mais d'"autocraties électorales".

Pour nous, sociaux-démocrates, de simples élections et la jouissance de droits politiques ne sont pas synonymes de démocratie. Ces droits politiques devraient s'accompagner de droits économiques, sociaux et culturels. Si les régimes ne respectent pas les droits politiques et les droits économiques, sociaux et culturels, il ne s'agit pas d'une démocratie. Comment les citoyens peuvent-ils réellement participer à la société s'ils n'ont pas accès à l'éducation, au logement, aux soins de santé et à des emplois décent ? Comme on l'a vu dans de nombreux pays, les citoyens sont la proie des pièges de la politique clientéliste, de la désinformation et de l'attraction pour un prétendu développement économique rapide promis par les autocrates et les populistes.

Si Singapour et la Chine sont considérés par certains comme de puissants modèles pour les pays asiatiques, il existe d'autres modèles plus dignes d'intérêt. Quels sont les éléments ou les critères d'un pays modèle que nous devrions rechercher ? Il existe des indices mondiaux pour mesurer la richesse, telles que le PIB par habitant, ou le développement durable. Nous savons que la richesse doit être associée à la durabilité, en passant par une transition verte. En outre, il existe des indices mondiaux du bonheur, de l'égalité et de la démocratie. Les critères que nous recherchons sont la richesse, le développement durable, le bonheur, l'égalité et la démocratie. Il ne s'agit pas d'une utopie inaccessible, puisque des pays existent pour qu'ils y soient soumis. Et ces pays sont ceux qui ont des fondations et des institutions sociales-démocrates et syndicales solides. Ils contredisent la désinformation selon laquelle les démocraties ne donnent pas de résultats. Il existe des démocraties qui fonctionnent parfaitement et qui créent de la richesse, du développement durable, de l'équité et du bonheur pour leurs peuples.

Faire avancer la démocratie

Il faut tirer la sonnette d'alarme. Notre démocratie est en crise. Nous devons rendre compte des lacunes que nous avons rencontrées. Ensuite, nous devons redéfinir la démocratie avec nos peuples. Nous devons montrer comment une véritable démocratie fonctionne pour garantir des dividendes politiques et économiques à la population. Nous devons à nouveau conquérir les cœurs et les esprits de nos peuples pour œuvrer en faveur de sociétés riches, durables, heureuses, égales et démocratiques. Cela peut se faire à différents niveaux.

Les règles du jeu pour les autocrates sont claires. En exploitant les questions et les préoccupations légitimes des citoyens, les populistes et les autocrates créent de l'insécurité et de la peur. Ils s'attaquent ensuite aux institutions démocratiques, à commencer par les médias, la société civile et le monde universitaire. Ils contrôlent ainsi l'accès à l'information et la liberté d'expression. Ils polarisent les sociétés en manquant de respect à leurs opposants et en diffusant de la désinformation, élaborée à partir des insécurités et des peurs des gens. Tandis que la désinformation domine la guerre des médias; la politique de l'argent, associée aux armes et aux hommes de main, est déployée pour contrôler le terrain. Une fois au pouvoir, les autocrates commencent à saper les institutions démocratiques restantes jusqu'au strict minimum, soit une façade démocratique. La concentration du pouvoir au profit de l'exécutif, la prolifération de la législation répressive et le recours à la loi contre l'opposition caractérisent les régimes autocratiques d'Asie.

Il est nécessaire de réintroduire notre propre version des règles du jeu pour les démocrates. Tout d'abord, nous devons être parfaitement conscients des problèmes et des préoccupations de nos concitoyens. Nous devons fournir des propositions concrètes et des solutions durables aux vieux problèmes d'insécurité et d'inégalité. Nous devons soutenir des médias libres et indépendants, encourager une société civile dynamique et la liberté académique. Ces institutions ont un rôle important à jouer dans notre démocratie. Le comité Nobel l'atteste en récompensant Maria Ressa et Dmitry Muratov "pour leurs efforts visant à sauvegarder la liberté d'expression, qui est une condition préalable à la démocratie et à une paix durable". Nous devons nous attaquer à la désinformation et à la manière dont elle est amplifiée sur l'internet et dans les réseaux sociaux.

Les autocrates semblent partager étroitement leurs notes et leurs ressources. Les démocrates ne devraient pas en faire moins. Une camaraderie mondiale pour une approche collective, concertée et globale doit être mise en place pour faire face au contrecoup démocratique et à la montée des autocraties électorales. Nous devons amplifier et promouvoir les démocraties qui fonctionnent, tout en protégeant et en soutenant les progressistes qui sont assiégés.

Le rôle des partis politiques dans nos démocraties est souvent négligé. Les partis politiques restent la force la plus puissante pour façonner notre politique et notre avenir. Dans les partis politiques, nous organisons les gens pour une cause commune, nous faisons germer des idées, nous formons des dirigeants et nous demandons des comptes au pouvoir. Les partis politiques devraient être composés de personnes et pas seulement de politiciens, de membres et pas seulement de dirigeants. L'un des problèmes récurrents des partis politiques est la diminution du nombre de leurs membres. Comme les partis politiques ne parviennent pas à jouer leur rôle dans la démocratie, ils deviennent vieux, non pertinents et exclusifs. Au sein des partis politiques, ce problème pourrait être résolu en organisant et en recrutant continuellement dans les rangs des jeunes, des femmes et de divers groupes marginalisés. La démocratie a besoin de plus de démocrates et nos partis politiques doivent continuellement augmenter le nombre de leurs membres.

Au-delà des partis politiques et des idéologies, nous devons travailler ensemble pour renforcer le système des partis politiques et garantir des règles du jeu équitables pour la concurrence des idées. Les élections démocratiques ne doivent pas être gagnées par la peur, la désinformation, la violence ou l'argent. Les partis politiques progressistes doivent assumer la tâche difficile de développer un système électoral et de partis politiques qui fonctionne bien.

Dans l'état actuel de notre démocratie mondiale, les régimes autocratiques sont de plus en plus nombreux. Aujourd'hui plus que jamais, nos valeurs de solidarité et d'internationalisme sont plus que jamais nécessaires. Bien que nous ayons nos propres luttes internes, nous ne devons pas fermer les yeux lorsque des démocrates, des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et des travailleurs du développement sont attaqués, torturés, emprisonnés ou tués ailleurs.